

informations correspondance ouvrieres

Bulletin N° 26

JANVIER 1961

publié par le groupement IMPER-ENTREPRISE.

S O M M A I R E

- | | |
|---------------------------------|------------------------------------|
| 1- Les grèves en Belgique | 6- Comment on nous force à acheter |
| 2- Discussion sur l'Algérie | 7- Informations |
| 3- La "crise" dans l'automobile | |
| 4- Les travailleurs en France | |
| 5- Grande-Bretagne. | |

LES GREVES EN BELGIQUE

La leçon d'une grève: les derniers grévistes belges, ceux qui ont déclenché le mouvement, ont repris le travail après trente-cinq jours de grève. Cette lutte est sans aucun doute la plus longue et la plus dure que des travailleurs aient menée en Europe depuis des dizaines d'années.

Les liens que nous avons pu établir avec des camarades belges doivent nous permettre d'établir rapidement une étude approfondie de ce mouvement. L'intérêt de cette étude n'est pas seulement dans la description de la lutte, mais surtout dans la discussion qu'elle doit susciter parmi nous.

Rien n'est perdu des luttes destravailleurs. A travers les critiques, soit des dirigeants, soit des limites de l'autonomie des luttes, nous devons chercher ensemble un enseignement plus profond pour notre compréhension du mouvement ouvrier d'aujourd'hui, pour les luttes auxquelles nous serons amenés à participer.

L'arrière plan économique et social: En 1950, une grève générale avait amené l'abdication de Léopold. En 1958-59 la population entière du Borinage, et non seulement ouvriers, avait pris part à une action, et à des grèves (février 1959) contre la fermeture des charbonnages. La lutte qui vient de se dérouler est l'aboutissement d'un mouvement de protestation qui s'est amplifié avec les années.

La "loi unique" avait pour objectif d'aider le capitalisme à mettre en oeuvre un programme de rationalisation pour renforcer la position de la Belgique dans le Marché Commun, et ceci aux dépens de ma classe ouvrière. La perte du Congo ne fit qu'aggraver, mais ne fut pas la cause des difficultés actuelles du capitalisme en Belgique.

La loi contenait trois fronts d'attaque sur la condition des travailleurs:

- accroissement des impôts indirects.
- réduction des allocations de chômage.
- élévation de l'âge de la retraite et réduction de droits à pension dans les services publics.

L'effet immédiat de ces mesures était d'abaisser de 3% le pouvoir d'achat et de permettre l'intrusion des autorités dans la vie privée de nombreux travailleurs. Beaucoup sentirent que d'autres mesures similaires suivraient.

Le parti socialiste Belge (PSB) et le syndicat social démocrate (FGTB) entamèrent une campagne contre la loi pendant l'automne 1960. Les syndicats avaient projeté d'organiser une journée nationale de protestation le 15 Décembre, jour du mariage royal (jour de congé payé). Sous la pression de la base, la démonstration eut lieu le 14 Décembre et la grève fut générale dans l'après-midi. A Liège 50.000 travailleurs se rassemblèrent Place Lambert. Beaucoup demandaient la grève générale. Renard avait conclu son discours par ces paroles ambiguës: " considérez-vous comme mobilisés ... et attendez les directives syndicales ". La manifestation avait été bruyante et parfois violente. Un membre des jeunes socialistes était monté sur le balcon pour s'adresser à la foule mais un député PSB avait alors pris le micro pour dire: " Restez prêts pour l'action. La manifestation est terminée ".

Le 16 Décembre la grève générale fut écartée par le Comité National de la FGTB et un leader de la majorité -contre la grève- déclara le 18 " qu'il ne fallait pas surestimer une manifestation isolée " et que " les travailleurs n'étaient pas prêts à se lancer dans une grève ". Le parti communiste se déclara pour une grève générale de 24 heures. Renard demandait une grève de 24h au début de janvier suivie d'une grève illimitée à la fin du mois. Les trotskystes et l'hebdomadaire " La Gauche " faisaient campagne pour la grève générale début Janvier.

Comment la grève a éclaté :

Les travailleurs n'ont suivi aucun de ces leaders. Ils n'attendirent ni la fin de janvier, ni même le début. Les travailleurs municipaux, le plus directement visés par la loi unique, commencèrent leur grève le 20 Décembre. Dans tous les secteurs cette décision déclencha l'agitation. Chez les métaux particulièrement. Dans toute la région de Liège, l'effervescence était grande depuis le 14 décembre. Dès le mardi certaines usines métallurgiques débrayèrent, sans attendre les décisions du comité régional FGTB: à l'Espérance-Louvoz - Jemeppe-Haute-Flemalle, et en partie chez Cokerill-Ougrée. En certains endroits les équipes du matin firent la grève sur le tas et entra-

nèrent les autres équipes dans la grève. A Charleroi, les ouvriers des ACEC (construction électrique) l'une des plus grosses usines de la région, avaient arrêté dès le mardi matin. A 9 heures, 3000 ouvriers quittèrent l'usine de Marcinelle et marchèrent sur Monceau/Sambre, où ils firent débrayer l'usine Hauret (800) et l'usine Germain (200). De là, ils se rendirent à Marchienne au Pont (usine Hauts Fourneaux et Mines de la Sambre). Les grévistes fermèrent le passage à niveau de la route de Mons désorganisant la circulation, brisèrent des vitres de l'usine: les 4000 ouvriers débrayèrent finalement. Par contre les tentatives de débrayages à Hainaut-Sambre, à la Providence, à Thy le Château, furent mises en échec par les délégués syndicaux qui refusèrent de donner des mots d'ordre, sans directives du syndicat. Tous ces mouvements furent spontanés, aucune directive syndicale n'ayant été donnée dans le secteur privé.

Dans les jours qui suivirent la grève toucha près d'un million d'ouvriers. L'appel des syndicats ne fut que la reconnaissance d'un état de fait. Les troupes furent rappelées d'Allemagne et postées à tous les points stratégiques. Le 22 Décembre le journal FGTB de Liège, La Wallonie, lançait un appel aux troupes "Fraternisez avec les grévistes". Le même soir, et jusqu'au jour de Noël, des perquisitions furent opérées partout, dans les imprimeries, les vendeurs de journaux, les domiciles privés des militants pour saisir tous les exemplaires des journaux portant cet appel. Des affiches reproduisant cet appel furent alors placardées sur tous les murs de Liège, par des équipes de jeunes.

Lettre d'un camarade de Liège:

"...ce que nous avons vécu et que nous vivons encore, dépasse de loin, en importance, l'épisode de 1950. C'est plus dur, mais beaucoup plus révélateur. Il y a des tas de choses à dire là-dessus. En gros voici ce qui s'est passé:

1° Le déclenchement de la grève, le 20 décembre, a surpris la direction syndicale FGTB, à commencer par Renard. Elle a été possible par l'action des éléments communistes, mais ceux-ci n'ont eu aucune part, dans la suite, à la poursuite et à la direction de la grève. C'est pourquoi la grève n'avait, et n'a jamais eu de caractère insurrectionnel bien prononcé.

2° La direction du PSB était contre la grève, et le parti a tout fait pour torpiller le mouvement, tout en sauvant la face par des déclarations incendiaires et l'introduction du "fédéralisme" comme moyen de diversion. Ce mot d'ordre lancé le jour même où les forces de l'ordre opéraient contre les grévistes de Gand et d'Anvers, -car j'y insisté: à ce moment aucun incident ne s'était encore produit en Wallonie- a eu pour conséquence d'écartier les Flamands de la grève et de la transformer en une grève purement régionale. En outre, ce mot d'ordre prêtait le flanc aux critiques de la droite réactionnaire, qui dénonçait de jour en jour, le caractère politique de la grève. Grâce à ce mot d'ordre le PSB et la réaction ont sorti, chacun à leur façon, leur épingle du jeu.

3° La volonté de négociation et d'un compromis existait, dès le premier jour de la grève, chez les socialistes. Elle fut stoppée une première fois, avant le Noël An, par les incidents de Bruxelles, devant la Sabena. Mais la semaine suivante, devant 40.000 personnes, à Liège, Renard lui-même, n'a pas osé dire clairement les objectifs de la grève, et s'est contenté d'un: "dispensez-vous camarades", qui a provoqué la colère des meilleurs, d'où les "émeutes" du 6 janvier, incidents volontairement grossis par la droite, pour faire croire au péril communiste, personnifié par Renard: Cela avait aussi l'avantage de faire apparaître l'urgence d'un compromis ou d'une "volonté d'apaisement" dont Ven Acker, ce briseur de grève socialiste a saisi l'occasion

dès la rentrée du mardi suivant. Aujourd'hui, nous en sommes aux "adresses" à Beauduin c'est-à-dire à l'enterrément de l'action même en ce qui concerne le fédéralisme. Concernant ce dernier point, qui selon moi, fut le tournant de la grève, je ne suis pas d'accord avec la position prise par Renard. Le fédéralisme, dans le cadre de l'Etat bourgeois, n'est pas la solution du problème posé, mais une façon de satisfaire l'électoratisme d'un parti socialisme parvenu à la limite des conquêtes sociales, dans le cadre précis de cet Etat bourgeois. La phase suivante serait plutôt la conquête révolutionnaire du pouvoir (et nous en sommes loin) ensuite et ensuite seulement: l'établissement du système fédéraliste.

4°) L'aile gauche syndicale, celle commandée par Yerna et Mandel, s'est révélée trop peu populaire et ses mots d'ordre qui, selon moi, étaient les seuls valables n'étaient pas compris de l'immense masse des ouvriers. On luttait contre un projet de loi, sans savoir qu'un mouvement de grève, si fort soit-il, ne peut déboucher que sur des perspectives politiques claires, et non sur ce simple mot d'ordre initial. Ces perspectives (réformes de structures, etc...) n'ont rien à faire du fédéralisme et autres sornettes. Malheureusement, c'est Renard qui a mené l'action. Or, dépassé par sa base, contrecarré et honni par les politiciens et la droite syndicale de la FGTB, il n'a pas saisi la portée politique, non seulement belge, mais européenne de la lutte entreprise. Il n'a pas repris les mots d'ordre de "La Gauche", notamment la marche sur Bruxelles, pourtant réclamée par tous les grévistes (je l'ai constaté moi-même à Huy à Seraing, à Verviers, etc..) et ce, dès la première semaine. Or, après 10 jours tout était bouclé militairement, et la marche sur Bruxelles serait devenue une boucherie. C'est la temporisation de l'organisation syndicale qui a volontairement retardé la mise en oeuvre de ce mot d'ordre. De même la menace d'abandon de l'outil, constamment agitée durant trois semaines, était une menace purement démagogique dès lors que le gouvernement prenait toute mesure pour y parer. Or, en 1950, l'abandon de l'outil était effectif après trois jours de grève. Pourquoi pas cette fois-ci? Mystère du renardisme..."

Documents sur la grève: nous signalons aux camarades le numéro 25 de Pouvoir Ouvrier (supplément à la Revue Socialisme ou Barbarie) qui contient des relations directes intéressantes sur les grèves de Belgique. Pour ceux qui peuvent lire l'Anglais "Belgium -The General Strike." une excellente brochure (I)

La solidarité en France: pratiquement on peut dire qu'il n'y a pas eu de solidarité pour les travailleurs belges.

A part quelques collectes dans les entreprises, à part des gestes de propagande de certaines directions syndicales, il n'y a rien eu. La solidarité ne pouvait être organisée en grand qu'à condition de dire aux travailleurs ce qu'était la lutte des travailleurs belges. Cela ni FO, ni la CGT, ni la CFTC ne pouvaient le faire.

Mais il y a une autre forme de solidarité qui aurait été autrement efficace: celle qui se serait exprimée par le refus des dockers de décharger les navires destinés à la Belgique, les électriciens d'arrêter les livraisons de courant, les cheminots d'acheminer ou de dérouter les trains, les ouvriers d'exécuter les commandes belges (par exemple il semble que Jéumont ait exécuté des travaux aux lieux et place des A.C.E.C.) etc... Là aussi, à part quelques échos sur les dockers de Dunkerque, rien.

Nous organisons pour nous la solidarité pour les travailleurs belges; les fonds que nous aurons recueillis seront réunis et remis aux travailleurs belges avec lesquels nous sommes en contact.

Algérie

Lettre de camarades ouvriers chez Jaimont: L'article sur l'Algérie nous a donné une analyse assez bonne sur les causes profondes de la guerre d'Algérie au point de vue économique.

Mais nous ne voyons pas pourquoi l'auteur a affirmé qu' "il est évident maintenant pour tous que la seule voie possible à la fin de la guerre d'Algérie c'est la négociation avec le F.L.N." "pourquoi la seule voie possible? Nous pensons que négocier ou ne pas négocier, c'est l'affaire de l'Etat français et le FLN. Nous n'avons rien à voir avec leur solution.

La voie possible pour les travailleurs en France ce serait plutôt la lutte effective directe contre la guerre, contre l'envoi des armes, de troupes en Algérie pour le retrait du corps expéditionnaire. D'autre part, si nous luttons en France contre la guerre d'Algérie, nous ne manquerions pas, si nous en avons la possibilité, de dire aux ouvriers et paysans algériens, que nous ne faisons cause commune avec eux que pour qu'ils prennent leur propre sort entre leurs mains, et non pour un simple changement de maîtres.

Et pourquoi " la seule porte ouverte pour réaliser cette révolution économique, religieuse et sociale ...: un état fort... "pour faire l'industrialisation". Comme si l'auteur considérait que dans cette "révolution" les ouvriers et paysans de ces régions d'Afrique et d'Asie n'auraient pas à combattre leurs nouveaux maîtres, la bourgeoisie ou bureaucratie nationales, mais se contenter seulement à servir de matériel humain pour l'industrialisation.

Il est vrai que les ouvriers et les paysans de ces pays marchent encore sous les drapeaux des nationalistes bourgeois. Mais quelle différence existe-t-il entre nous socialistes révolutionnaires et ceux qui soutiennent ces nouveaux régimes capitalistes totalitaires surgis dans les ex-colonies, si nous affirmons que leur avènement est fatal.

Ce n'est pas par une telle conception dogmatique de "l'évolution historique" que l'on parvient à aider les exploités, à prendre conscience que " la lutte commune recouvre des réalités et des buts différents."; et qu'en croyant lutter pour leur propre émancipation, ils n'ont fait que se forger de nouvelles chaînes.

On parle toujours des "tâches à réaliser" Quel est le bon Dieu qui a décrété ces tâches à accomplir sur la terre?

La tâche actuelle des Ferrat Abbas et Cie est de former un état et une économie capitalistes dont ils seront les maîtres. La tâche actuelle des ouvriers et paysans algériens est de ne pas attendre que soit réalisée l'étape du capitalisme d'Etat, la consolidation du pouvoir de la bourgeoisie nationale et de prendre les usines et la terre et de s'émanciper de toute exploitation.

Comme si "l'Histoire" (la putain d'histoire) décrétait que les Ferrat Abbas ont leurs tâches à réaliser tandis que les ouvriers et paysans n'ont d'autres tâches que de servir comme matériel humain pour la future industrialisation.

L'attitude des ouvriers en France est très bien décrite dans l'article. Que faire ? Et c'est cela notre malheur ! L'auteur nous suggère d'agir pour "hâter la paix". Nous voulons bien la paix. Mais quelle paix ? Les ouvriers doivent lutter contre la guerre que mène l'Etat Français en Algérie. D'accord. Mais pour "hâter la paix" c'est semer parmi nous une confusion totale. Leur paix n'est pas la nôtre, il faut le dire. Par notre action, nous pourrions faire cesser la guerre par l'Etat Français. Et c'est la seule chose que nous devrions faire en France. Leur "paix" comme vous avez bien écrit, (page 5 du bulletin) dans toute sa réalité, cela ne nous regarde pas. Nous n'aurions pas à hâter ou à ralentir cette paix là. "

Lettre d'un camarade employé: Ce qui est important c'est la lutte contre la guerre. Dire autre chose c'est amener des discussions, des divisions; tous ces mots d'ordre de paix, d'indépendance, de négociations, etc... font croire aux travailleurs français qu'ils peuvent, par leur action, faire adopter telle solution plutôt qu'une autre, tel marchandage plutôt qu'un autre. Et comme, dès qu'on peut discuter à l'infini de choses qu'on connaît mal et "lutter pour quelque chose" cela signifie en fin de compte l'immobilisme des uns, la surexcitation des autres.

Lutter contre la guerre, par contre, c'est sans ambiguïté: dans la société capitaliste, la guerre est de toutes les formes d'oppression la plus totale. Elle ne peut se faire que si le capitalisme la fait accepter par lestravailleurs. Et elle dure tant que lestravailleurs ne la rejettent pas.

Tout cela est vrai pour la guerre d'Algérie. Toute la propagande et l'action officielle depuis 1954- et avant- a consisté à faire accepter l'oppression en Algérie à cacher le véritable caractère de la guerre, à briser ou détourner tous les mouvements de lutte. Les partis de gauche et les syndicats ont puissamment aidé les gouvernements de la quatrième, puis De Gaulle dans ce travail. Par contre, toutes les actions qui ont eu le plus de portée ont été celles dirigées contre la guerre : désertion, refus de servir en Algérie, déclaration des IRI, etc... Le refus de la guerre rejoint le refus des formes d'oppression dans la société. Il y aurait beaucoup à dire sur la vague nationaliste qui submerge les travailleurs à travers les propagandes des partis socialistes et communistes, sur ce conformisme envers les institutions et les organisations qui font hésiter beaucoup à se rebeller contre la plus petite autorité, qui fait sourire de ceux qui, comme les non-violents, essaient d'affirmer leur refus de la guerre.

Comment lutter contre la guerre? C'est en fin de compte la véritable question. D'abord par un travail d'informations, en montrant ce qu'est la guerre, ce qu'elle signifie; en Algérie, en France, concrètement, dans toutes ses conséquences, ses profits tout ce qui révolte n'importe quel homme. Qui a mené inlassablement cette contre-propagande. Bien peu. L'habitude des camarades de vivre en vase clos leur fait croire que "tout le monde sait". Et surtout après 58 ces mêmes camarades ont passé leur temps à discuter des formes d'action qui en fin de compte les ont aussi fait tourner dans leur vase clos. De sorte qu'aujourd'hui, à part ceux qui y sont amenés par force; on ne sait pas trop comment lutter contre la guerre. Le referendum et le jeu politique des partis ont désamorcé le mouvement né le 27 Octobre; la propagande sur les bruits de "pourparlers" fabrique de l'attentisme.

Mais dire de lutter contre la guerre, c'est une chose, et mener cette lutte c'en est une autre. Toutes les formes d'action sont possibles, à condition qu'elles ne soient pas uniquement des discours creux et correspondent à la réalité du milieu où l'on travaille, du milieu où l'on vit. Ce qu'il faut surtout éviter c'est se lancer

dans des aventures où l'on se retrouve pratiquement seul, ou se faire des discours à soi-même. Ce qu'il faut surtout comprendre c'est que toute lutte est inséparable des tendances collectives du milieu où l'on se trouve, travailleurs, étudiants. Chacun d'entre nous, au cours des années passées, et maintenant, a pu ressentir amèrement son impuissance et a dû souvent rentrer sa révolte. Mais que faire sinon aider obscurément à ce lent cheminement qui accompagne l'évolution de la situation d'ensemble de la guerre d'Algérie, chercher à comprendre pour ne pas être pris au dépourvu si un événement survient qui déclenchera d'autres formes de lutte.

La crise de l'automobile

La Conférence syndicale des ouvriers de l'automobile qui s'est tenue à Paris fin Novembre sous le patronage de la Fédération Internationale des Ouvriers des Métaux (F.I.O.M. - syndicats dits "libres") a publié une déclaration dont nous pouvons reprendre toute la partie consacrée à l'analyse de la situation dans l'automobile :

" L'industrie automobile joue un rôle crucial dans l'économie de plusieurs pays. C'est aussi un facteur majeur dans le commerce international. Les fluctuations sur le marché de l'automobile, la production et les investissements des sociétés industrielles affectent le bien-être, non seulement des ouvriers de l'automobile, mais des personnes occupées dans les industries de l'acier, du caoutchouc, du verre, des textiles de l'équipement électrique, et des machines-outils. Il suffit que ces industries augmentent ou diminuent leur production en réponse aux fluctuations de la demande des sociétés de l'automobile pour que des économies nationales entières en soient affectées. Etant donné l'importance croissante de l'automobile dans le commerce international, les changements intervenant sur le marché de l'automobile se répercutent bien au-delà des frontières nationales.

" Aussi les récents développements dans l'industrie automobile sont-ils un sujet d'inquiétude non seulement pour les ouvriers de l'automobile, mais pour tous les travailleurs et les gouvernements qui s'efforcent de poursuivre une politique de plein emploi, dont la réalisation est menacée par les récents événements dans l'industrie automobile.

" La capacité de production de l'industrie automobile augmente dans des proportions considérables à travers le monde. Les grandes sociétés internationales, en effet, ne se contentent plus d'agrandir les usines existantes. Elles implantent de nouvelles entreprises dans des régions du monde où la production de voitures particulières, de véhicules utilitaires, était pratiquement inconnue jusqu'ici.

" Partout où ces sociétés s'implantent, elles apportent le maximum de progrès technique possible, en fonction du volume de la production, sans égard pour les niveaux de salaires pratiqués dans ces régions. Une technologie commune tend à se développer, alors que les conditions salariales et sociales diffèrent considérablement.

" L'expansion du marché international de l'automobile demeure sensiblement inférieure à l'expansion de la capacité de production, effective ou projetée. L'écart entre la capacité de production et la demande se reflète dans une concurrence internationale intensifiée. Il se traduit par des licenciements et un régime de travail à temps réduit dans certains grands pays producteurs comme la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, et le Canada. Le chômage est encore aggravé par les progrès techniques extraordinairement rapides de l'industrie.

" Des sociétés dominantes de l'industrie automobile, avec leurs ramifications mondiales, sont à même de tirer avantage de cette situation en répartissant la production de façon à servir leurs propres intérêts, sans tenir compte des conséquences économiques et sociales de leurs actes. Elles espèrent manifestement dresser les ouvriers de l'automobile des différents pays les uns contre les autres dans la lutte pour l'obtention d'emplois qui se font plus rares, en fonction d'un marché plus limité. Des entreprises sont allées jusqu'à menacer les ouvriers de transférer leur emploi dans d'autres pays s'ils ne consentaient pas à abandonner la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

" Cette politique se traduit déjà par un désir de protectionnisme plus accentué parmi les ouvriers de certains pays, qui estiment que leur emploi ne peut être préservé que par l'érection de barrières douanières contre les importations de voitures étrangères. Cette tendance, bien que compréhensible en tant que réaction provoquée par la politique irresponsable des compagnies de l'automobile, présente un potentiel de risque pour l'unité économique et politique du monde libre. Incontrôlée, elle risque de conduire à une politique de protectionnisme qui aura pour effet d'abaisser les niveaux de vie de tous les pays engagés dans la concurrence internationale . "

Depuis Novembre, cette situation n'a fait que se préciser. Un patron a pu dire : " Nous entrons maintenant en Europe dans une période de compétition frénétique pour l'industrie automobile: la lutte ne pourra pas se terminer sans la disparition de quelques uns des concurrents en présence. Dans ce jeu de massacre, les grandes sociétés américaines, par l'intermédiaire de leurs filiales, joueront sans doute un rôle prépondérant."

Tous ce qu'on peut savoir par les journaux et par les camarades de l'automobile, confirme cette concurrence acharnée dont les travailleurs sont les premiers à faire les frais: réduction d'horaires, journées chômées en Angleterre, chez Renault, déclassement systématique des travailleurs à l'intérieur de l'usine. Même Volkswagen supprime ses délais de livraison et entre dans le cycle infernal. Les entreprises augmentent par auto financement leur investissement pour se placer en "meilleure position." La recherche du plus grand profit se traduit non seulement par des modifications profondes des rapports intérieurs de travail dans les entreprises, par une modernisation accrue, mais par des déplacements d'entreprises dans les secteurs où la main d'oeuvre est "meilleure marché", de Paris vers la province (Citroën à Rennes, Renault à Cléon, Peugeot à Mulhouse), des U.S.A. vers l'Europe, de l'Europe vers les pays sous-développés. Les capitaux passent d'une région à une autre, à la recherche de la meilleure position. Et comme les travailleurs ne sont pas aussi mobiles que les capitaux, on sait d'avance ce qu'ils ont, ce qu'ils auront à affronter.

Chaque jour on peut lire des informations sur l'augmentation du potentiel de production dans l'automobile. Tel double sa capacité, tel investit pour produire tant, etc... On reste un peu effaré devant le délire de cette industrie au bord de la crise qui cherche à produire encore plus alors que ses produits se vendent mal.

On reste d'autant plus effaré que les solutions proposées par les syndicats sur le plan national comme sur le plan international ne suppriment pas ce déséquilibre. Ce que prône la FIO ou les syndicats dans chaque pays rejoint en fin de compte les propositions sur le plan national des patrons de l'automobile. Maintenir le plein emploi en trouvant des palliatifs pour assurer l'écoulement des produits (abaissement du prix de l'essence, construction d'autoroutes, augmentation du niveau de vie des travailleurs) ne diffère pas des solutions proposées par les patrons aux gouvernements pour "sauver leur industrie". Si l'on regarde les Etats-Unis où la vente des voitures européennes a pu réduire la production américaine, le résultat de cette politique syndicale, c'est l'apparition d'un nationalisme industriel: les syndicats lancent des slogans (achetez américains) des papillons sont collés sur les voitures de marque étrangères, accusant les propriétaires de pousser les ouvriers américains au chômage, des morceaux de sucre vont garnir les réservoirs des Dauphine et les murs s'ornent de "Volkswagen go home". Toute crise capitaliste développe ce type de nationalisme qui sous-tend le nationalisme tout court.

Les syndicats sentent bien ce danger, bien qu'ils ne le dénoncent pas. Chacun dans leur propre pays ils essaient de répondre à l'exode des capitaux par une unification des revendications nationales. Mais on peut mesurer l'utopie de ces propositions quand on sait où en est l'internationalisme ouvrier, et quand on voit, que même sur le plan national, cette unification des conditions de travail et de salaires n'existe pas (puisque les transferts en province apparaissent si bénéfiques aux entreprises). Bien plus, même si cette unification était accomplie, il est vraisemblable que les entreprises agiraient sur d'autres facteurs - productivité - modernisation - en exploitant les situations internes de tel ou tel pays.

Cette constatation d'impuissance rejoint la critique directe que l'on peut faire des solutions syndicales (CGT comprise) d'aménagement du fonctionnement de la société capitaliste: vendre des voitures pour assurer le plein emploi, "à chaque travailleur sa voiture", vendre des bagnoles aux pays sous-développés pour maintenir notre niveau de vie élevé, cela signifie le maintien ou le retour à la prospérité. Cette prospérité qui aboutit à faire travailler 50, 60h par semaine des ouvriers pour qu'ils aient de "hauts salaires", pour qu'ils puissent acheter une voiture, pour qu'ils puissent consommer ce qu'ils produisent, pour qu'ils puissent continuer à travailler, 50, 60 heures. Le cycle est ainsi bouclé, et tous ceux qui profitent largement et sans fatigue de cette industrie peuvent ainsi continuer à jouir de leur situation dans une société dont on aurait fixé ou prévue l'évolution.

La réalité est toute différente..

L'histoire de l'automobile et son aboutissement actuel illustre bien le développement d'une production dans la société capitaliste selon un processus tout à fait classique.

La découverte du moteur à explosion, des pneumatiques, des alliages à haute résistance ont fait l'apparition de la voiture. Celle-ci avait une incontestable supériorité comme moyen individuel de transport. Son développement a donné un essor à différentes industries et il est difficile de dire maintenant, par exemple, « si des trusts pétroliers ou des trusts de l'automobile "mène la danse" ». Comme toujours dans la société capitaliste, quand une industrie répond à un besoin, et procure d'énormes profits, elle attire les capitaux, et il arrive un moment où la situation s'inverse: quand la consommation tend à plafonner, soit à cause du progrès technique qui crée d'autres produits concurrentiels, soit parce que tous les utilisateurs en sont pourvus soit parce que la multiplication des utilisateurs individuels crée une gêne sociale qui conduit naturellement à une auto-limitation, les capitalistes qui ont investis leurs capitaux, les bureaucrates de toutes sortes qui tirent leurs situations d'une industrie prospère agissent par tous les moyens d'une part pour vendre leurs produits de préférence à d'autres (d'où le processus de concurrence, de rationalisation, de concentration si bien décrit par le rapport de la FIOM) d'autre part (et essentiellement) pour faire consommer plus: d'où la publicité directe et indirecte, l'action sur les gouvernements pour réduire les "gênes sociales", pour donner plus de revenus ou de pouvoir d'achat aux consommateurs. Que des capitalistes, que des technocrates pensent ainsi, c'est normal. Mais l'évolution de la société contredit cette attitude. Dans les pays industriels surpeuplés, la voiture n'apparaît plus comme le moyen de transport le "meilleur". Dans une cité comme San Francisco où 1/3 de l'espace est pris par les routes, 1/3 par les habitants, 1/3 par les parkings, que faut-il faire pour sauver l'automobile? Au Japon, en Angleterre, en Belgique, ou à Paris, que signifie "à chacun sa bagnolle"? Quand les gens des villes deviennent cinglés à force de vivre dans le bruit, anémiques à respirer l'oxyde de carbone, qu'ils perdent des heures à faire quelques kilomètres, on peut se demander ce que peut bien signifier "combler le gouffre" croissant entre la capacité de production et la demande", et "la sauvegarde d'une politique commerciale libérale" (rapport de la FIOM).

La mévente de l'automobile ne tient pas tant à une baisse du pouvoir d'achat qu'à une crise de structure de notre société. La réflexion sur cette crise pose le problème non pas d'un aménagement mais de gestion de la société. Dans ce domaine des transports par exemple, d'une solution de ce problème non pas en fonction de l'intérêt des possédants ou des dirigeants, mais de celui des utilisateurs et des travailleurs. D'ailleurs ce problème se trouve posé de par la dynamique même de la société puisque la saturation en voiture crée des problèmes tels que les gouvernements doivent y répondre tant sous l'angle du travail que sous l'angle d'une réorganisation des transports. Mais il est évident que le poids des "intérêts" de l'automobile joue dans le sens d'un maintien des structures actuelles.

Paradoxalement, on peut dire aussi que l'action élémentaire des travailleurs joue dans le même sens. Le problème qui préoccupe les travailleurs de l'automobile, ce n'est ni l'abaissement du prix de l'essence, ni la construction d'autoroutes, ni la coordination des transports, ni celui de la gestion d'une société socialiste. C'est celui de leurs problèmes immédiats qui leur pose la crise actuelle: toucher des salaires normaux, ne pas être ballotés d'atelier en atelier, d'usines en usines, avoir des loisirs pour jouir des biens matériels qu'on veut bien leur prodiguer. Mais dans la mesure où ces revendications forcent les directions et les gouvernements à maintenir un certain niveau de production, à trouver des solutions du genre salaire garanti, etc... dans les mesures où ils luttent pour le plein emploi, leur action, involontairement mais sûrement accuse les contradictions mêmes qui étaient à l'origine de la crise.

L'action des travailleurs débouche, sans qu'ils le veuillent, au niveau de la gestion de la société tout entière.

les travailleurs en france

Le "progrès technique"

- l'automatisation dans les bureaux: Cinq ordinateurs baptisés "gamma 60" fabriqués par Bull entrent actuellement en service à la SNCF, à l'E.D.F., à l'usine Bull, et dans deux Compagnies d'Assurances (A.G.Vie et Union).

D'après les déclarations de la SNCF 10 spécialistes feront désormais le travail de 1000 personnes. La SNCF économisera l'an prochain 30 millions NF et comme le prix de revient de la machine est 20 millions de NF, elle sera amortie la première année avec en plus un profit de 10 millions de NF.

- la télévision dans un haut-fourneau: entièrement automatique, construit par Usinor, à LOUVROIL, approvisionné par bandes de roulements, sans l'intervention d'aucun ouvrier, un robot magnétique transmettant automatiquement aux machines d'alimentation le programme de la journée. Production: 800 tonnes de fonte par jour.

L'évolution des structures capitalistes:

- Concentration dans la distribution: partout, les grandes banques qui se désintéressaient du commerce, s'agitent. C'est plus important que les magasins Leclerc ou la vente directe des choux-fleurs (bien que certains aspects de coopération paysanne soient intéressants).

La banque d'Indochine s'est associée à une société Suisse pour créer une société de financement des supermarchés (Interglobe) et avec un trust américain (Grand-Union) pour créer la Société Nationale des supermarchés (Président: P. Abelin).

La Banque Commerciale de Paris et la Banque de l'Union Parisienne ont créé avec un groupe belge la société "Inno-rance" dans le même but: président: A. Chalendon (secrétaire de l'U.N.R.)

Chez Renault (extrait de V.O. RNUR-N° 21) :

- Ou allons-nous? Le bruit court que le département serait bientôt transféré à Cléon. Officiellement, il est effectivement prévu qu'une partie du IS prenne ce chemin.

La décentralisation est la politique officielle, non seulement de la RNUR mais aussi de tout le patronat français. Seulement dans cette affaire, on ne s'occupe pas beaucoup de ce que nous, les ouvriers qui avons permis par notre travail l'augmentation de la productivité et l'expansion de l'usine, nous devenons.

Pour beaucoup d'entre nous, il n'y aura plus le choix, si nous ne réagissons pas, qu'entre deux solutions :

- partir à Cléon, et tant pis pour nous si toute notre vie est organisée dans la région parisienne, si notre femme travaille ailleurs que chez Renault, et si la Normandie ne nous tente pas.

- ou quitter la RNUR et perdre tous les avantages de l'ancienneté, risquer même le cas échéant, si l'on nous considère comme trop vieux pour être exploitable, de ne plus retrouver de travail.

Car après les licenciements, il ne faut guère compter sur les bons sentiments

de la direction pour redasser ceux d'entre nous qui ne se sentiraient pas une âme de provinciaux. C'est à nous d'exiger, dès maintenant, le reclassement dans l'usine, avec la même qualification de nos camarades qui ne seront pas volontaires pour Cléon.

Nous ne sommes pas des bêtes que l'on peut envoyer ici ou là, sans même les consulter, selon les besoins de la production. La Direction ne nous a pas demandé notre avis avant de commencer cette politique, ce n'est pas nous qui l'avons décidée, ce n'est pas à nous d'en faire les frais. "

- Coup double: " dans sa note d'information du 17/10/60 la DCFRS nous expliquait les raisons de son choix, c'est-à-dire le licenciement de 3030 ouvriers de la Régie. L'autre solution étant toujours, d'après la DCFRS: réduction des horaires à 41 heures avec maintien du fonds de régularisation des ressources. La Direction a choisi la première solution qu'elle a appliquée dès la fin d'octobre avec toutes les conséquences que cela comportait.

Maintenant, deux mois après, où en sommes-nous? 3000 d'entre nous sont licenciés, et nous sommes pratiquement à 40h la semaine (les jours de chômage du 31 octobre de Noël et du jour de l'an n'étant pas le cumul des heures qui auraient dû être perdues chaque semaine)

La Direction a appliqué les deux solutions: la première avec l'appui du gouvernement pour frapper la classe ouvrière par l'entremise de Renault, entreprise pilote; la seconde pour adapter les horaires de travail à sa production. On parle maintenant de nous faire chômer deux jours par mois en 1961. D'autre part, les vacances iront du 7 Juillet au 2 Aout, ce qui veut dire que la direction n'envisage pas une reprise très nette en 1961.

Les accords vont sûrement être reconduits et, en outre, pour le fonds de régularisation des ressources, le nouveau barème prévoit l'indemnisation des heures perdues à 50% jusqu'à la 41^e heure.

Nous n'avons pas à être pessimistes, nous allons faire 40 ou 41h avec, suivant le cas, 42h1/2 ou 44h payées. Si nous ne nous laissons pas manoeuvrer, nous pouvons exiger le maintien de notre salaire; la situation n'a rien de catastrophique, vente ou pas vente, exportation ou pas exportation. Pour nous, une seule chose compte: maintenir notre niveau de vie en travaillant 40h et ne pas accepter de nouveaux licenciements. Il n'y a pas de panacée pour l'obtenir: seule notre lutte peut nous permettre de l'imposer.

- Echec à la division: de plus en plus la pagaïe règne dans les horaires des Services. Là on fait 44h, ici on en fait 45. Ailleurs on quitte à 5 heures le Vendredi mais c'est pour revenir travailler le Samedi. Les uns ont travaillé les journées "chômées" les autres les ont récupérées. Et cette anarchie ira en s'accroissant avec les nouvelles réductions d'horaires.

Tout cela crée des dissensions parmi le personnel. Les "horaires réduits" envient (!) ceux qui gagnent quelques billets de plus. Ceux qui viennent les jours chômés ou récupèrent savent qu'ils donnent leur travail pour moins que la moitié de son prix habituel (puisque'ils ne touchent pas le fonds de régularisation) et les premiers perdent encore le bénéfice d'un jour de repos.

Mais la Direction elle, est gagnante partout: elle spéculé sur ces dissensions et sur le sentiment d'insécurité qu'elle fait naître en nous pour nous imposer ses volontés. Et si nous ne réagissons pas, bientôt nous n'aurons plus de vie privée possible.

Si certains sont aujourd'hui parmi les privilégiés, demain, après le "coup de presse", ils risquent fort d'être à leur tour à la portière congédiés. Qui iront-ils alors chercher pour les défendre?

Ensemble, nous nous en tirerons. Mais séparément, nous serons tous battus. La preuve: dans les services où le personnel a refusé de venir le samedi, on a fait venir des ouvriers venant des ateliers où ils sont en surplus; voilà la solidarité agissante.

Dans une Mine de Fer de Moselle:

"Un conducteur de locomotive a été sanctionné mercredi à la mine de fer de Sancy, à Trieux (Meurthe-et-Moselle) sous prétexte qu'il avait effectué une fausse manœuvre.

"Ses camarades se sont mis en grève. La direction a alors décidé le lock-out du poste du matin (180 mineurs).

"devant la menace d'une grève totale dans la mine, la direction a dû ramener à une semaine le déplacement du conducteur sanctionné et décidé de ne pas diminuer son salaire. Le travail a repris aussitôt."

Après 72 jours de grève

Le travail a repris hier. Les travailleurs abusivement licenciés pour "compression de personnel" ont été repris. Par solidarité, leurs camarades s'étaient mis en grève. Leur mouvement a duré deux mois et demi. Une journée nationale de soutien avait également touché toutes les entreprises de France ayant la même activité.

Ce sont les employés de la Caisse de la Mutualité Agricole de Foix et de toutes les Caisses Mutualistes qui, pour une fois, donnent des leçons aux ouvriers.

Et s'ils avaient été 3000 licenciés, les syndicats se seraient bien employés à organiser des débrayages de quelques heures. Imaginez un peu une grève de 72 jours chez Renault, avec au bout la réintégration des licenciés ! Ou irait-on !

Ce qui est plus intéressant, c'est que cette grève a obligé le Ministre de l'Agriculture à virer le Président de la Caisse et à en mettre un autre. Des travailleurs qui interviennent directement dans la gestion d'une entreprise, ça ne se voit pas tous les jours.

La Foire aux salaires (V.O. Thomson-Houston- Gennevilliers- N° 60)

"La nouvelle grille des salaires que la Direction vient de mettre en vigueur, ne comporte que trente neuf échelons, correspondant à trente neuf salaires différents, pour passer du manoeuvre au P.3 H.Q.

"La différence de paye horaire entre chaque échelon varie de 5 à 22 centimes, ce qui n'est pas plus explicable que l'existence de trente neuf salaires différents.

"Car c'est bien en vain que l'on pourrait tenter de justifier une telle division dans les salaires, qui n'a même rien à voir avec les nécessités de l'organisation de la production. Les patrons et leurs suppôts se complaisent à nous expliquer qu'ils nous payent suivant notre travail. Pourtant à la Thomson nous pouvons constater que des manoeuvres effectuant le même travail peuvent être payés de six façons différentes des O.S. effectuant le même travail peuvent être payés de dix façons différentes, et pour les P.1, P.2, et P.3, il y a respectivement six, huit, neuf, salaires différents.

"En réalité c'est que le patronat espère obtenir de la division des salaires, la division des ouvriers.

Notre nombre c'est notre force: (V.O. Imprimerie Desfossés N° 3).

"Une centaine d'ouvrières et ouvriers, licenciés à la brochure doivent quitter l'usine prochainement. Le travail qu'ils fournissaient a été retiré par le client.

"La direction ne reste pas inactive. Déjà au mois de juillet 1959, elle a supprimé la composition à la Néo, soi-disant à cause du départ de Paris-Match, départ qui a entraîné ensuite le licenciement d'une partie du personnel travaillant dans les services préparatoires pour ce périodique, malgré les promesses qu'elle avait faites de ne pas licencier. Comme quoi, nous n'avons pas à nous fier à des promesses.

"Il semble donc qu'aujourd'hui cette mesure soit la suite logique d'une politique d'ensemble de la Direction et non d'un cas isolé. Déjà on parle du départ de machines "somua" à Lille. D'aucuns pensent que c'est là l'amorce de la dé-

centralisation dont on parle depuis longtemps.

"La décentralisation que veulent nous imposer les patrons, leur permet aussi d'éparpiller cette force formidable qu'est la classe ouvrière de la région parisienne. De plus, ils espèrent bien maintenir en province les abattements de zones tristement célèbres. Enfin, ils décentralisent à peu de frais, mieux, même avec des profits supplémentaires. L'Etat leur verse des primes et des indemnités importantes (Citroën va recevoir près de 4 milliards pour son usine de Rennes). Les patrons spéculent sur ces primes et indemnités et rachat. Ce qui peut permettre de comprendre l'implantation de matériel ultra-moderne, et tout ce qui peut augmenter la valeur de l'entreprise. Dans tous les cas, c'est nous, qui doublement exploités sommes les dinons de la farce. Ces primes, c'est nous qui les payerons à nos propres exploités par l'intermédiaire de l'Etat, qui montre là son vrai visage de serviteur des intérêts de la classe capitaliste.

Producteurs, sauvon-nous nous-mêmes: (V.O. Usines Chausson- N° 26)

"Si la situation de l'ouvrier Chausson est incertaine, si son salaire diminue périodiquement à la suite des baisses d'horaires qui sont, selon la Direction, "imprévisibles", la situation des actionnaires de la Société Anonyme des Usines Chausson, est beaucoup plus stable.

"Récemment, la Direction les informait dans un entrefilet de la rubrique financière de France-Soir, que la Société négociait à l'étranger plusieurs concessions de licences ainsi que la création de filiales.

"Dans la ligne de cette politique un accord vient d'être conclu en Argentine avec la Société Simon Cachan, de Buenos-Aires, pour la fabrication de radiateurs de réservoirs.

"Dans ce cas, la Direction prévoit l'avenir, car ce n'est pas l'avenir de "ses" ouvriers qui ne sont bons pour elle, qu'à produire les profits, mais celui de ses actionnaires.

La chasse aux militants:

Jusqu'à présent, c'était les patrons ou la police qui pourchassaient les militants syndicaux. Aujourd'hui, c'est la CGT qui ouvertement dénonce nommément ceux qui ont le seul tort de ne pas être d'accord avec eux.

Cela c'est produit lors des grèves Renault quand un groupe de licenciés ont montré qu'ils en avaient assez de l'inertie des syndicats.

Cela s'est produit à la Thomson, quand des travailleurs qui avaient dit leur désaccord avec le sabotage par la CGT des manifestations du 27 Octobre contre la guerre d'Algérie sont accusés de "monter une provocation policière" et exclu de la section CGT.

Cela s'est produit aux Chantiers de l'Atlantique, à St Nazaire, où le journal hebdomadaire du P.C. et un secrétaire de FO dénoncent à la police des militants qui distribuent dans les chantiers un bulletin "Voix ouvrières".

Cela s'est passé chez Michelin, à Clermont-Ferrand.

Mais les militants dessyndicats, qui se prêtent aux manœuvres des directions syndicales feraient bien de réfléchir sur l'exclusion de deux délégués CGT de la Thomson, là même, où il y a deux mois, il s'était passé ce dont nous venons de parler.

Le tract diffusé par Voix Ouvrières (4/I/61) en cette occasion nous paraît bien exprimer le point de vue destravailleurs:

" Travailleurs de la Thomson,

" Quelle que soit notre opinion, concernant les attitudes et les actes de la C.G.T., il est impossible autant qu'impensable de laisser licencier nos deux camarades. Si, comme il est souhaitable, les syndicats nous appellent à manifester d'une façon ou d'une autre, notre solidarité envers ces travailleurs, nous devons avoir à cœur de contraindre la Direction à reculer.

" Il s'agit là, en effet, non de telle ou telle opinion de ces camarades, mais du fait qu'ils sont des militants ouvriers menacés de la porte, pour leur activité syndicale.

" Même si le prétexte invoqué par la Direction n'était pas des plus futiles il ne faudrait pas les laisser faire. Car c'est notre dignité de travailleur et d'homme qui est en cause. Nous lui vendons notre travail, c'est bien assez. Nous ne lui vendons ni nos opinions, ni toutes les minutes de notre temps, de l'entrée à la sortie. Au travers de ces travailleurs, c'est nous tous qui sommes visés.

" La Direction prétend nous imposer sa discipline. Nous avons le droit de ne pas la laisser faire. Dans le cas des délégués du personnel, la loi prévoit formellement, qu'ils disposent d'un certain nombre d'heures payées par mois, pour exercer leur activité. Même si nous, travailleurs, nous ne sommes pas toujours d'accord sur la nature de cette activité, nous ne devons pas laisser la Direction en juger. Et quand bien même il ne s'agirait pas de délégués, le problème est identique."

Grève contre les délégués:

Nous savons par expérience qu'un conflit latent existe entre les délégués abusifs des syndicats dans les entreprises qui, dans leur attitude se réfèrent beaucoup plus au syndicat, souvent au patron, qu'aux travailleurs. Ce conflit peut devenir aigu et pour être isolée la lutte dont nous parlons ci-après n'en est pas moins significative:

150 ouvriers d'une laiterie du Nord, se sont mis en grève pour exiger de la direction de l'entreprise le licenciement de deux délégués du personnel. Ceux-ci étaient élus "légalement" par une infime minorité d'ouvriers qui leur refusaient le droit de parler en leur nom, estimant qu'ils pouvaient se défendre tout seuls, sans aucun intermédiaire.

Grève perlée des équipages de Boeing d'Air France

Grève qui continue bien qu'on n'en parle pas. Ça coûte un argent fou, en whiskies. Un Boeing va partir. Les pilotes montent à bord, puis soudain disent:

" Contrôle technique, s.v.p.

C'est réglementaire. Un commandant de bord a le droit, et le devoir, de demander ce genre de contrôles, qui dure plusieurs heures, selon le cas. Et il en demande autant qu'il veut. Certains après-midi, on voit au bar d'Orly des tapées de voyageurs qui attendent la fin dudit contrôle. Air France ne peut moins faire que d'offrir l'apéritif. Un après-midi revient dans les 600.000 Frs de whisky. (extrait du Canard Enchaîné).

Lagrève des ouvriers d'Usinor, à Anzin, a pris fin. Pendant les congés de 1960, après avoir fait procéder à la modernisation du four du laminoir, la direction avait réduit les coefficients de primes, la production du four devant selon les prévisions augmenter de 5%. Mais dès la mise en marche, il apparut que le laminoir, n'ayant subi aucune transformation, ne pouvait absorber toute la production du four modifié. Les ouvriers se mirent alors en grève. La Direction assura qu'en aucun cas les salaires ne seraient diminués. Le travail reprit mais la direction n'ayant pas tenu ses promesses les ouvriers ont à nouveau arrêté le travail vendredi et samedi. Ils ont cette fois obtenu satisfaction.

Grève dans l'imprimerie à Toulouse:

(les passages figurant entre guillemets dans le texte suivant sont extraits d'un compte rendu de cette grève publié par l'Imprimerie Française, organe officiel de la Fédération Française des Travailleurs du Livre (CGT). Comme des camarades du livre l'ont remarqué, on apprécie tout l'humour de ces extraits si l'on sait que le camarade Ehni, secrétaire général de la Fédération est aussi patron (en bonne et due forme) d'une imprimerie: l'Imprimerie Centrale de la Presse).

Les travailleurs de cinq imprimeries de Toulouse ont fait grève du 24 Novembre au 5 décembre "sans doute (sic) lassés d'attendre une réponse patronale"... "sans toutefois (sic) avoir recours aux Commissions de Conciliation prévues par la convention collective". Ils demandaient quatre semaines de vacances; une prime d'une semaine de salaires, et 8,4% d'augmentation. Finalement "tenant compte de nos recommandations" le travail a repris, et tout s'est terminé par l'arbitrage "du Président Mayeux" (patron) et du "secrétaire fédéral" (également patron).

Dans la sentence d'arbitrage, signée de ces deux personnalités, on peut relever quelques belles envolées: "les ouvriers du labour qui s'étaient mis en grève sans avoir recours à la procédure de conciliation..." (alors c'était une grève sauvage). "S'il est exact que les ouvriers du livre toulousains ont, depuis la Libération, et en conséquence d'une période agitée (sic) bénéficié de trois semaines de vacances..." ils ne "sauraient au contraire que se féliciter d'avoir été à peu près les seuls à bénéficier pendant onze années d'un avantage certain par rapport aux autres salariés français"

Tout cela pour refuser une semaine supplémentaire de congé.

Pour les salaires, en gros une augmentation de 2,5% est "recommandée", et pour la prime on verra à la fin de 1961.

Mais ce qui est nouveau c'est qu'à la suite de cette grève indésirable, le syndicat patronal a intenté une action en justice contre la section syndicale, pour non-respect de la convention collective. La sentence arbitrale recommande de retirer ces poursuites et le syndicat en fait le commentaire suivant: "nous pensions qu'il était nécessaire que ces instances soient retirées... puisque le travail était repris, et pour revenir à un meilleur climat (sic)... Le syndicat patronal et les maîtres-imprimeurs toulousains n'ont pas jusqu'à maintenant retiré leurs plaintes... cette attitude patronale dénote qu'il y a dans cette région un patronat suffisamment hostile à tout esprit d'entente et c'est pour cela que nous élevons une nouvelle protestation contre cette regrettable position (sic)".

Alors quoi, on n'est même plus récompensé?

Les bureaucrates du syndicat font tout ce qu'il faut pour "revenir à un meilleur climat" et le patronat "reste hostile à tout esprit d'entente".

Serait-ce parce que les généraux n'ont plus d'autorité sur leurs troupes?

CADRES TECHNIQUES ET CADRES D'AUTORITE:

Il y a quelques années, la direction disait couramment, il y a trop de cadres. Aujourd'hui, il y a 150 employés de moins, mais il y a plus de cadres qu'il y a quatre ou cinq ans. Les promotions de cadres de l'année ont surtout porté sur les cadres techniques ceux qui tirent leur fonction de la mise en route de l'ordinateur.

Sur le plan syndical quelques remous ont vu confirmer cette "relève" des cadres. Dans la section FO cadres, les arrivistes qui fondaient plus leurs activités sur leurs relations que sur leurs qualifications sont exclus du bureau; aux élections du Comité d'entreprise, une coalition FO-CFTC a battu la CGC; les jeunes cadres techniques éliminent les vieux cadres et du même coup contestent l'influence "hiérarchique" des hauts cadres qui dominaient la CGC.

Les termes d'un conflit: Derrière ces petits événements, il y a une transformation profonde: Dans l'ancien système de la Compagnie, la fonction de cadre était essentiellement une fonction d'autorité, le cadre promu à un avancement rapide était celui qui devait obéir docilement aux ordres et se faire obéir de ses "subordonnés". Les qualités d'un ambitieux devaient montrer tenaient à la fois de la docilité vers le haut et de la dureté vers le bas. La qualification était secondaire: par contre les relations étaient importantes.

Déjà, peu après la nationalisation, une tentative d'introduire plus largement des cadres techniques s'était brisée devant l'opposition violente des cadres en place qui comprenaient bien que c'était la fin d'une suprématie. Aujourd'hui, l'ordinateur a bouleversé la notion de cadre, les cadres traditionnels perdent leur place, mais ils ne peuvent rien dire. Ce qui compte maintenant, c'est d'abord la qualification: l'ambitieux doit d'abord travailler au lieu d'intriguer. Le travail tend à devenir à l'échelon technique une coopération plutôt qu'une hiérarchisation. Bien sûr les autres facteurs jouent encore mais ils ne sont plus prépondérants.

Quelle différence pour les employés: ces nouveaux cadres techniques savent que leur fonction est essentielle à la marche de la Compagnie, qu'on a besoin absolument d'eux. Ils ont certainement une plus grande liberté vis-à-vis de la Direction que les vieux cadres et il est vraisemblable, à longue échéance, que des conflits les opposeront aux directions d'entreprise. Mais d'un autre côté le fait qu'ils aient un travail qualifié et nettement distinct de celui du reste des employés tend à créer un fossé avec les employés qui continuent à assurer plus que jamais le travail d'exécution. Le poids du travail ne vient plus maintenant du cadre mais de la cadence du travail imposé par la machine. La logique du commandement qui justifiait la hiérarchie d'autrefois et qui prenait corps dans le cadre supérieur, se trouve remplacée par la logique de la machine qui impose un rythme, une forme étroite de travail. Alors qu'on pouvait critiquer le cadre, aller se plaindre à lui et lui échapper quand il avait le dos tourné, il sera plus difficile d'échapper à la logique de la machine. Le travail ne se présentera plus comme un ordre, mais comme une chose normale dans le système et qu'il est absolument nécessaire de faire d'une certaine façon (que nous n'aurons nullement choisie) pour que tout marche. En d'autres termes, la liberté de l'employé sera beaucoup plus réduite et il ne trouvera devant lui qu'un système anonyme.

Plus que jamais, on est amené à se demander: qu'est-ce que notre travail, qu'en fait-on? Ceux qui prennent les meilleures tâches acceptent de mettre leur savoir au service d'une certaine forme de société qui conduit pour nous à un asservissement plus grand dans le travail et à une aliénation plus totale. C'est ce que sentent les anciens qui sont près de la retraite et qui disent: "Je plains ceux qui resteront" Eux ont conscience d'une liberté perdue que le travail dans la société capitaliste moderne ne permet à personne de retrouver.

GRANDE - BRETAGNE.

Les patrons, le syndicat, et le Parti Communiste prennent des représailles
contre un shop-steward (délégué d'atelier)
(extrait de Socialist Leader)

Les bureaucrates du Scottish Gas Board, le syndicat (Plumbing Trades Union) pour ne pas parler du Parti Communiste, se sont unis récemment pour "discipliner" un shop-steward bien connu de Glasgow. Ils étaient tous si désireux d'y parvenir qu'ils ont fini par le renvoyer de partout, sous les prétextes les plus futiles.

Hugh Savage, qui a été shop-steward dans au moins quatre entreprises, avait battu aux élections d'entreprise, un membre du Parti Communiste et devint secrétaire du Comité shop-stewards de District de Glasgow du Scottish Gas Board (équivalent d'un conseil régional du Gaz de France). Il entra en conflit avec la Direction, mais il avait le soutien total des travailleurs. Il critiquait aussi les bonzes syndicaux. Il s'était heurté à eux avant de quitter le parti communiste, il y a sept ans.

Récemment, le directeur de Glasgow du Scottish Gas Board, devait prendre des fonctions plus importantes à Edimbourg. Hugh Savage, à la demande du Comité des shop-stewards, écrivit à ce Directeur, Mr. Hurt - pour obtenir qu'il reçoive une délégation avant son départ, pour discuter des conditions de travail.

Dans la lettre, il indiquait que les dirigeants du syndicat ne pouvaient pas, ne devaient pas, être présents. M. Hurt eut un trait de génie. Il entra en rapport avec le syndicat qui dépêcha un de ses membres, lequel, après avoir vu M. Hurt, passa sa colère sur Hugh Savage.

Plus tard le syndicat du district retira à Savage la qualité de shop-steward. Toutes ses fonctions syndicales lui furent ôtées. Il avait été président de sa section pendant quinze années, membre du Comité syndical du district, il représenta le syndicat au Conseil des Syndicats de Glasgow. Il fut accusé d'avoir usurpé la fonction des dirigeants du syndicat. (I)

Quand on eut ainsi expulsé Savage de partout, tous les délégués d'atelier démissionnèrent. Il n'y avait pas un seul membre du Parti Communiste parmi eux. Ces démissions permirent à quelques communistes de reprendre les places. Quand ils les occupaient auparavant, tout allait bien, parce qu'ils ne se battaient pas contre la Direction.

La faction communiste est active dans le syndicat, et beaucoup de dirigeants syndicaux sentent qu'ils doivent suivre la ligne du parti pour garder leurs positions. C'est une des raisons pour lesquelles Savage fut expulsé.

Une histoire circule que les membres du Parti Communiste luttèrent pour empêcher Savage d'être exclu du syndicat. C'est un exemple de leur hypocrisie.

(I) on peut lire dans une analyse patronale de la situation dans l'automobile, la même accusation contre les shop-stewards. (voir bulletin IGO- décembre 60)

COMMENT NOUS FAIRE ACHETER

LA PERSUASION CLANDESTINE EN FRANCE

Jusqu'à présent chacun de nous pouvait croire que la seule forme de "bourrage de crâne" utilisée par les entreprises capitalistes, pour nous persuader d'acheter toutes les camelotes produites en quantité toujours plus grande, était la publicité; et chacun de se défendre d'en subir l'emprise.

Les extraits suivants d'une circulaire du Secrétariat d'Etat au Commerce Intérieur font réfléchir:

- La "persuasion clandestine" fait partie de notre monde à un degré tel que l'Administration la traite comme un objet de réglementation.
- Quelle place tient dans le maintien de la société capitaliste moderne l'écoulement des produits, à l'aide de besoins ainsi créés.
- dans quelle mesure chacun d'entre nous est-il "conditionné" malgré lui même si en toute circonstance il a l'impression de faire un choix.

Au tant de questions qui mériteraient une discussion et des développements.

..." le magasin est devenu une véritable machine à vendre "...

" Beaucoup d'entreprises commerciales, même parmi les plus modestes, en ne se bornant plus à attendre que le client demande la marchandise, mais en lui mettant sous les yeux tout un assortiment qui le tente et "cristallise" en quelque sorte ses besoins plus ou moins conscients, ont augmenté leur chiffre d'affaires dans des proportions considérables ".

"...la façade d'un magasin doit être avant tout un cadre dont la fonction principale est de faire ressortir l'étalage et d'inciter les passants à entrer dans le magasin. Mais les détails de sa réalisation, son style, les matériaux qui seront adoptés vont dépendre de nombreux facteurs et notamment du genre de commerce exercé, du niveau social de la clientèle, ce qui fait que, parmi plusieurs magasins tous renouvelés selon les principes les plus récents, aucun ne ressemble à l'autre."

"...il s'agit maintenant que ceux qui ont une envie, si faible soit-elle, de pénétrer dans le magasin, ne rencontrent aucun obstacle qui les en dissuade. Ainsi comme la porte a toujours été la barrière naturelle entre le client et le vendeur, il faudra s'efforcer de supprimer cette idée de barrière: plus de seuil, plus de marches d'escalier, plus de battants opaques lourds et pénibles à pousser, mais un simple panneau en pleine glace transparente qui cède au moindre effort, qui se fasse en quelque sorte oublier. Souvent l'entrée sera aménagée au moyen de vitrines orientées, d'un petit vestibule habilement disposé, afin qu'elle puisse en quelque sorte aspirer ceux qui contemplant les vitrines; souvent elle ne sera pas parallèle à l'alignement général de la façade mais orientée en tenant compte du sens de circulation principal dans la rue. Le client en puissance doit atteindre les lieux de vente sans en prendre nettement conscience, par une sorte d'action réflexe. "

"C'est dans le même ordre d'idée que l'on munit le plus souvent le magasin de vitrines sans fond, de façon à ce que toute l'installation soit visible de l'extérieur."

"...toute la technique employée se résume en un slogan qui a eu une certaine fortune : " le magasin doit sortir dans la rue, et la rue pénétrer dans le magasin".

"...enfin, l'on tâchera de représenter sur un plan les courants de circulation de la clientèle: l'idéal est que la disposition générale soit telle que ces courants passent devant toutes les marchandises exposées".

(La Persuasion Clandestine - Vance Packard- Calmann-Lévy)

LIAISONS

Rencontres de vacances: Dans le cadre de la reconstruction d'un village des Alpes Niçoises " La Minière de Vallauria ", en vue d'y réaliser un Centre Culturel et de Montagne pour les Jeunes, un camarade, ouvrier chez Renault, organise une rencontre internationale de jeunes travailleurs, venant principalement d'Italie, de Suisse, d'Allemagne, et d'Angleterre (du 1^{er} Juillet au 30 Août).

Renseignements et inscriptions: Raymond Hirzel - 217 Quai de Stalingrad-Issy-les-Moulineaux (Seine).

Rencontre avec des camarades anglais: deux camarades ont assisté le 29 Janvier à la Conférence de la base des travailleurs et délégués d'ateliers de Londres (Rank and file Conference). Ils donneront dans le prochain bulletin un compte rendu des contacts pris et des enseignements de cette rencontre.

PARTICIPATION

à INFORMATION ET CORRESPONDANCE OUVRIERES

Après avoir diffusé 200, puis 250 bulletins, nous en diffusons maintenant 300.

Mais ce n'est pas tant ce chiffre qui importe, c'est la participation réelle des camarades:

- à son élaboration, à la critique de son contenu, aux discussions sur les problèmes abordés. Le rôle que nous nous sommes fixés tient essentiellement dans cette liaison effective entre tous les camarades.
- à son financement. Pour l'instant étant donné la dimension et la diffusion modeste de ce bulletin, il n'est pas question d'en faire un périodique avec un prix. Ce sont les contributions des camarades du regroupement inter-entreprise qui permettent de couvrir les frais. Pour un tirage de 300 exemplaires de 10 feuilles, le prix de revient est de 75 NF. ce qui fait 0,25 NF le numéro, auquel s'ajoutent les frais de timbres pour les envois par poste, soit 0.10 NF.

Nous souhaiterions améliorer notre présentation. Mais cela ne peut se faire que si une contribution et une diffusion régulière peut-être assurée.

ccp 6447-77 Paris

Danmarié les Lys (S et M)

Correspondance et versement: SIMON Henri- 5 Allée du Pavillon-